



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 07 MAI 2024

de prescriptions complémentaires à la société AERODIS HERBITZHEIM à HERBITZHEIM
concernant la mise en place d'un système de détection d'oiseaux

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20 et R. 181-45 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 mars 2013, fixant les prescriptions nécessaires au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement, pour prévenir les inconvénients induits par l'exploitation d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent à la société AERODIS HERBITZHEIM à HERBITZHEIM (67260) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 février 2023, fixant des prescriptions complémentaires à la société AERODIS HERBITZHEIM à HERBITZHEIM, portant mesures de protection du milan royal et portant des mesures compensatoires au titre du code de l'environnement ;
- VU** le porter à connaissance de la société AERODIS HERBITZHEIM du 27 novembre 2023, concernant un système de détection de l'avifaune avec arrêt automatique des éoliennes dans le cadre d'une intrusion à risque d'une espèce avifaune ciblée par le système (milan royal) ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 février 2024 ;
- VU** la transmission du projet d'arrêté au représentant de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT la gravité des atteintes aux intérêts protégés par la directive "Oiseaux" 2009/147/CE du 30 novembre 2009, et par l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui interdit la destruction des individus et la destruction, l'altération ou la dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 29 octobre 2009 susvisé fixe la liste des espèces d'oiseaux pour lesquelles sont interdites, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la destruction des oiseaux dans le milieu naturel, où figure le milan royal ;

CONSIDÉRANT que le milan royal est une espèce qui bénéficie, à ce titre, d'un plan national d'actions qui prévoit dans son action 4.4 d'améliorer la prise en compte et le suivi du milan royal dans les projets éoliens afin de réduire la mortalité (objectif 4) ;

CONSIDÉRANT qu'en octobre 2022, un cadavre de milan royal a été découvert au pied de l'éolienne repère 4, qu'en conséquence il a été prescrit, par arrêté du 20 février 2023, : « Les aérogénérateurs sont mis à l'arrêt du 1^{er} mars au 30 octobre, de 10 h à 17 h ... » ;

CONSIDÉRANT que le 7 décembre 2023, la société AERODIS HERBITZHEIM a présenté, à travers le porteur à connaissance susvisé, un système de détection d'une intrusion à risque d'une espèce dont les tests ont été concluants sur d'autres parcs ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires prévues à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2013 susvisé doivent être complétées et renforcées par l'implantation d'îlots de vieux bois ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société AERODIS HERBITZHEIM, dont le siège social est situé Grand Large 2 boulevard de Dunkerque à 13002 Marseille, se conforme aux prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations de production d'électricité par la force mécanique du vent sur le territoire de la commune de HERBITZHEIM.

L'exploitant met en place un système de détection des oiseaux, limitant les risques de collision avec les milans royaux, sur les éoliennes E4 et E5, du 15 février au 31 octobre de 1 h après le lever du soleil jusqu'à son coucher.

En cas de détection d'un milan royal dans la zone à risque identifiée, le frein aérodynamique est enclenché jusqu'à la sortie de l'oiseau du secteur critique.

Le système permet une détection sur 360° autour de l'éolienne.

La distance minimale de détection d'un oiseau de la taille d'un milan royal (supérieur à 1,2 mètre) à 350 mètres de distance du mât de chaque éolienne est définie par rapport à une trajectoire linéaire d'un oiseau volant vers les pales et au temps nécessaire, après action sur le système de freinage.

Le dispositif dispose d'une fonction permettant d'engager immédiatement un ralentissement de la rotation du rotor, voire son arrêt (3 tours/minute).

Une phase de test et d'optimisation préalable du système de détection, ainsi que le protocole déployé, est effectuée sous la responsabilité de l'exploitant, afin d'évaluer l'efficacité du système de détection et de définir la distance minimale de détection. Tout le système doit être évalué : la détection elle-même et l'efficacité du dispositif de ralentissement des pales des machines. Le dispositif est testé à partir d'un drone en forme de delta, simulant le vol d'un milan royal ou de tout autre dispositif équivalent.

La phase de test et d'optimisation doit être terminée avant fin 2024. A défaut, la poursuite de cette phase devra se faire en respectant les conditions d'exploitation définies pour les périodes d'indisponibilités ou de pannes du système à l'article 2 ci-dessous.

Un rapport final, portant sur la phase de test et d'optimisation préalable, est établi et transmis à l'inspection.

Ce rapport vaut rapport de réception des équipements. Les services de l'Inspection devront valider l'efficacité du système préalablement à sa mise en service effective. Il précise la distance minimale de détection permettant d'assurer l'efficacité du système, les taux et distances de détection mesurées pour chaque machine et les courbes de décélération des machines selon les différentes vitesses du vent.

L'exploitant définit un programme de suivi lors de la phase de test, comportant notamment des visites d'observation terrain de mi-février à fin octobre, permettant de suivre la mortalité aux pieds des éoliennes. Une étude d'efficacité sera réalisée.

Chaque détection est enregistrée et les clichés sont étudiés (pendant toute la première année de mise en place du système), afin de déterminer, si possible, l'espèce, la zone de détection et la trajectoire de vol.

À l'issue de la première année, un bilan sera réalisé par l'exploitant, et, si cela s'avère nécessaire au vu des observations effectuées, l'exploitant proposera un nouveau programme de suivi pour l'année suivante.

Le système de détection est maintenu opérationnel du 15 février au 31 octobre, les opérations de maintenance préventive sur le système étant réalisées machines à l'arrêt.

Article 2 :

Après validation du rapport de réception des équipements par l'inspection, les mesures de bridage des aérogénérateurs, définies à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 février 2023 sont levées.

En cas de pannes ou d'indisponibilité du système de détection visé à l'article précédent, au cours de la période du 15 février au 31 octobre, l'exploitant devra mettre en œuvre l'une des mesures suivantes :

- soit la mise à l'arrêt, de 10 h à 17 h, des aérogénérateurs dont le système n'est pas opérationnel ;
- soit s'assurer de la présence d'observateurs qui déclenchent l'arrêt des machines en cas de présence d'un milan royal.

Article 3 : MESURES COMPENSATOIRES

Les prescriptions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2013 susvisé sont complétées ainsi :

L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements prévus dans le dossier établi par l'office national des forêts du 22 septembre 2022, concernant la recherche d'îlots de sénescence, notamment :

l'implantation de deux îlots de vieux bois sur la commune d'Herbitzheim, soit un îlot d'un hectare en parcelle forestière n°8 et un îlot d'un hectare en parcelle forestière n°9. Ces îlots sont matérialisés par de la peinture sur les arbres la délimitant et des panneaux aux quatre points cardinaux de l'îlot. La durée de ces mesures est de 30 ans.

Article 4 : ARRÊTÉ DU 20 FÉVRIER 2023

L'arrêté du 20 février 2023 est abrogé.

Article 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

5.1 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

5.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

5.3 : EXÉCUTION

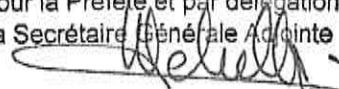
- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société Aerodis HERBITZHEIM,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de SAVERNE,
- au maire de HERBITZHEIM.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe



Myriam LEHEILLEIX